

# COMMUNE DE BOUTAVENT LA GRANGE

## ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

### **APPROBATION**

**B**

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal du 15 Avril 2014 approuvant le plan local d'urbanisme.

Le Maire,

## SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE



SARL Espac'urba - Etudes et conseils en Urbanisme

11, Rue Pasteur - B.P.4 - 76340 BLANGY SUR BRESLE

Tél : 02 32 97 11 91 - Fax : 02 32 97 12 54 - Email : courriel@espacurba.fr

Les servitudes d'utilité publique et les projets, documents approuvés souvent de portée supra-communale, s'imposent au plan local d'urbanisme.

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales ...), de concessionnaires de services publics (EDF, GDF ...) et de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires de canalisations ...).

Le PLU doit comporter en annexe les différentes SUP (L.126-1). Leur liste, dressée par décret en conseil d'Etat et annexée au code de l'urbanisme, les classe en quatre catégories :

- les servitudes relatives à la conservation du patrimoine,
- les servitudes relatives à la conservation de certaines ressources et équipements,
- les servitudes relatives à la défense nationale,
- les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

A l'expiration du délai d'un an suivant l'approbation du PLU ou l'institution d'une nouvelle servitude, seules celles annexées au PLU peuvent être opposées aux demandes d'autorisations d'occupation du sol.

La liste des servitudes d'utilité publique ainsi que le plan sont joints dans les pages suivantes.

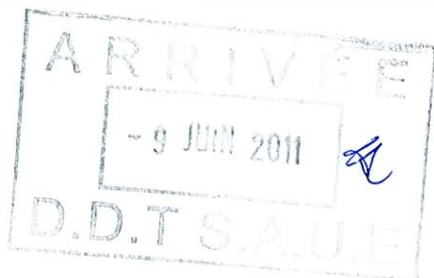
## Liste des servitudes d'utilité publique devant être annexées au plan local d'urbanisme

La liste ci-dessous énumère l'ensemble des servitudes d'utilité publique susceptible d'être instituées dans l'Oise. Les servitudes existantes sur la commune sont soulignées. [En cliquant sur le lien hypertexte, vous accédez à la lettre du service gestionnaire de la servitude consulté pour l'élaboration du Porter à Connaissance ou à défaut, et dans le cas où celui-ci existe, au site internet du service.](#) Enfin, la liste des servitudes est complétée par [l'arrêté de classement des infrastructures de transports terrestres.](#)

- A1 Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumises au régime forestier
- A7 Forêts de protection
- A8 Travaux de boisement et reboisement
- A4 Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux
- AS1 Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales
- AC3 Servitudes de protection des réserves naturelles
- EL10 Servitudes de protection des parcs nationaux
- AC1 Servitudes de protection des monuments historiques classés et inscrits
- AC2 Servitudes de protection des sites et des monuments naturels classés et inscrits
- AC4 Servitudes résultant des zones de protection du patrimoine architectural et urbain
- JS1 Servitudes de protection des installations sportives
- I4 Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques
- [I3 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz](#)
- I7 Servitudes de protection relatives au stockage souterrain de gaz
- I2 Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie des cours d'eau
- I1 Servitudes concernant les hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression
- I8 Servitudes relatives aux stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés
- I9 Servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de chaleur
- I6 Servitudes concernant les mines et carrières
- I5 Servitudes relatives aux canalisations de transport de produits chimiques
- A5 Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement
- A2 Servitudes pour la pose de canalisations souterraines d'irrigation
- A3 Servitudes pouvant être rendues applicables aux terrains riverains des canaux d'irrigation
- A6 Servitudes d'écoulement des eaux nuisibles attachées aux travaux d'assainissement des terres
- EL3 Servitude de halage et de marchepied
- T1 Servitudes relatives aux chemins de fer
- EL5 Servitudes de visibilité sur les voies publiques
- EL6 Servitudes grevant les terrains nécessaires aux routes et aux autoroutes
- [EL7 Servitudes d'alignement](#)
- EL11 Servitudes relatives aux voies express et aux déviations d'agglomération
- T5 Servitudes aéronautiques de dégagement
- T4 Servitudes aéronautiques de balisage
- T6 Servitudes aéronautiques concernant la réservation de terrains pour les besoins du trafic aérien
- T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement
- PT2 Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat
- PT1 Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques
- PT3 Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques
- PT4 Servitudes d'élagage relatives aux lignes de télécommunication empruntant le domaine public
- AR3 Servitudes concernant les magasins de poudre de l'armée
- AR4 Servitudes concernant l'établissement de terrains d'atterrissage destinés à l'armée de l'air
- AR5 Servitudes relatives aux fortifications, aux places-fortes et aux ouvrages militaires
- AR6 Servitudes aux abords des champs de tir
- INT1 Servitudes au voisinage des cimetières
- EL2 Servitudes en zones submersibles
- PM1 Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles
- PM2 Servitudes résultant des périmètres délimités autour des installations classées

L'information ci-dessous ne constitue pas au sens strict une servitude d'utilité publique mais doit néanmoins être prise en compte pour information par les auteurs du PLU en application de l'article R123-14 du code de l'urbanisme :

[- Décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation](#)



DDT de l'Oise  
Service de l'Aménagement, de  
l'Urbanisme et de l'Energie  
40 rue Jean Racine  
BP 317  
60021 BEAUVAIS CEDEX

A l'attention de Monsieur le Préfet

Lettre recommandée avec A.R.

VOS RÉF. Sandrine Dretz  
NOS RÉF. 2011-AIFS/DARS/DM/19857-01  
INTERLOCUTEUR Chef du Département Réseau Oise, Pierre ROY, tél. : 01 40 85 27 06  
OBJET Plan Local d'Urbanisme

Croissy-Beaubourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011

Monsieur le Préfet,

En réponse à votre courrier du 03 mai 2011 concernant l'élaboration du PLU de la commune de Boutavent, nous vous informons que GRTgaz exploite sur le territoire de celle-ci des ouvrages de transport de gaz naturel.

Les parcelles traversées par nos ouvrages sont grevées d'une bande de servitude dite « non-aedificandi » telle que définie dans les conventions de servitudes signées entre les propriétaires et GRTgaz et répartie selon l'annexe jointe.

Nous vous rappelons que nos canalisations sont soumises à l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

En conséquence, nous demandons que le PLU précise de consulter « GRTgaz – RÉGION VAL DE SEINE – Agence Île-de-France Nord – 2, rue Pierre Timbaud – 92238 GENNEVILLIERS CEDEX » dès lors qu'un projet de construction se situe à proximité de nos ouvrages de gaz, et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.



Vous trouverez ci-joint un plan de situation au 1/25000<sup>ème</sup> des ouvrages situés sur la commune concernée.

Nous joignons un ensemble de rappels de textes législatifs et réglementaires instituant des servitudes à inscrire au PLU.

Enfin, nous souhaitons voir inscrite au règlement du PLU, l'autorisation de pose d'ouvrages de transport de gaz.

Nous restons à votre disposition pour le cas où vous souhaiteriez obtenir des renseignements complémentaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Barbu CONSTANTINESCU  
Chef du Département Appui Réseau Sud

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Barbu Constantinescu", followed by a horizontal line and a period.

P.J. : Une carte schématique au 1/25000<sup>ème</sup>  
Un rappel des textes  
Un tableau des distances d'effets  
Un tableau des servitudes

N.B. : Cette réponse ne concerne que les canalisations de transport de gaz naturel haute pression exploitées par GRTgaz, à l'exclusion des conduites de distribution de GrDF ou celles d'autres concessionnaires.



# PLAN LOCAL D'URBANISME

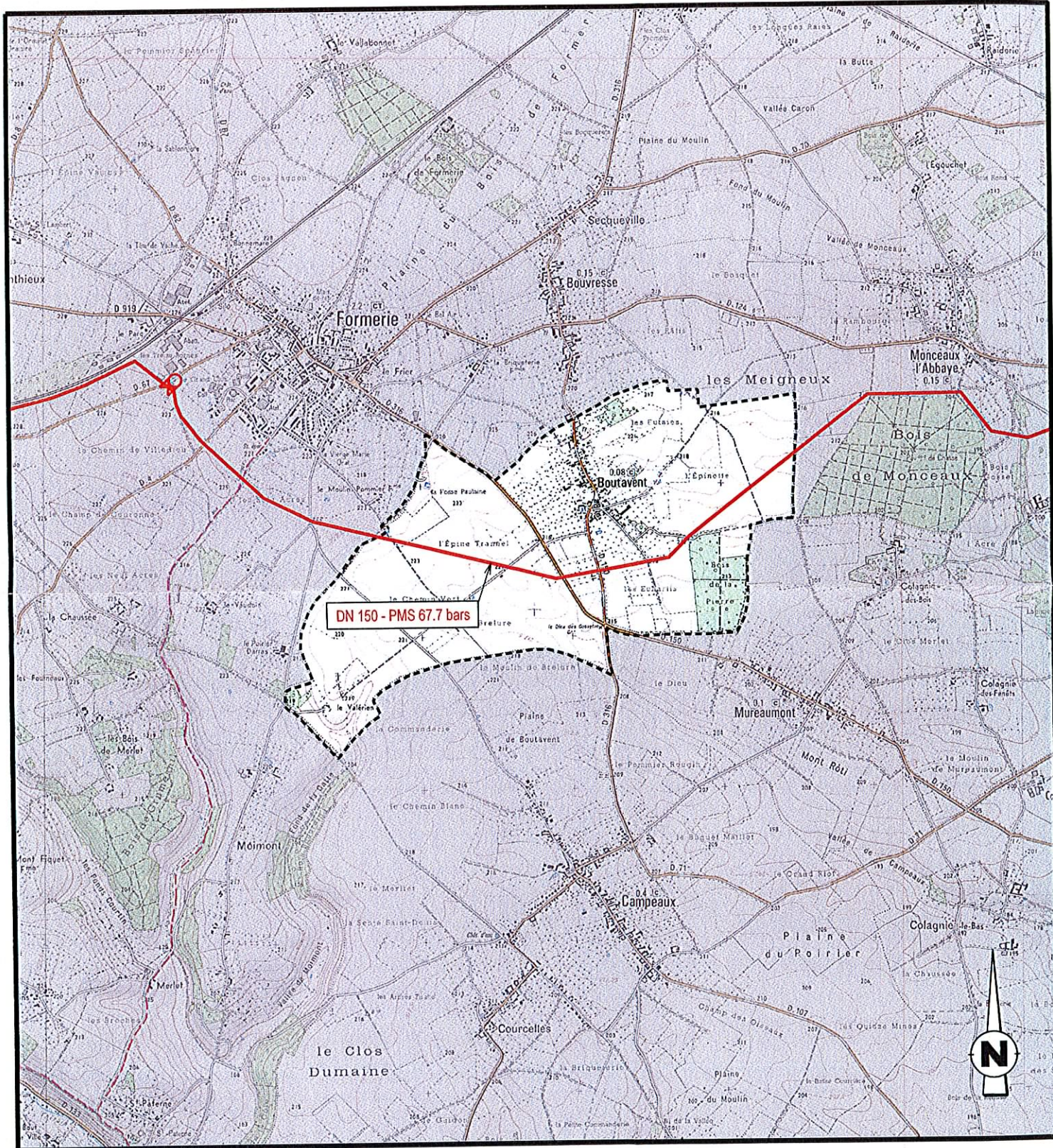
Commune : **BOUTAVENT**

Code  
INSEE : **60096**

Echelle :  
1/25000

0 300 500  
m

Date d'édition  
30/05/2011



Fond de plan - SCAN 25 © IGN



- Canalisations de gaz Haute Pression en service
- Canalisations de gaz Haute Pression projetées
- Territoire de la commune

- ✕ Poste de coupure ou de sectionnement
- Poste de livraison client ou de Distribution Publique
- ▷ Poste de prédetente

**GRTgaz**  
RÉGION VAL DE SEINE  
**AGENCE ÎLE-DE-FRANCE NORD**  
2, rue Pierre Timbaud  
92238 GENNEVILLIERS CEDEX

Tél : 01 40 85 20 77

Fax : 01 40 85 27 27



# PLAN LOCAL D'URBANISME

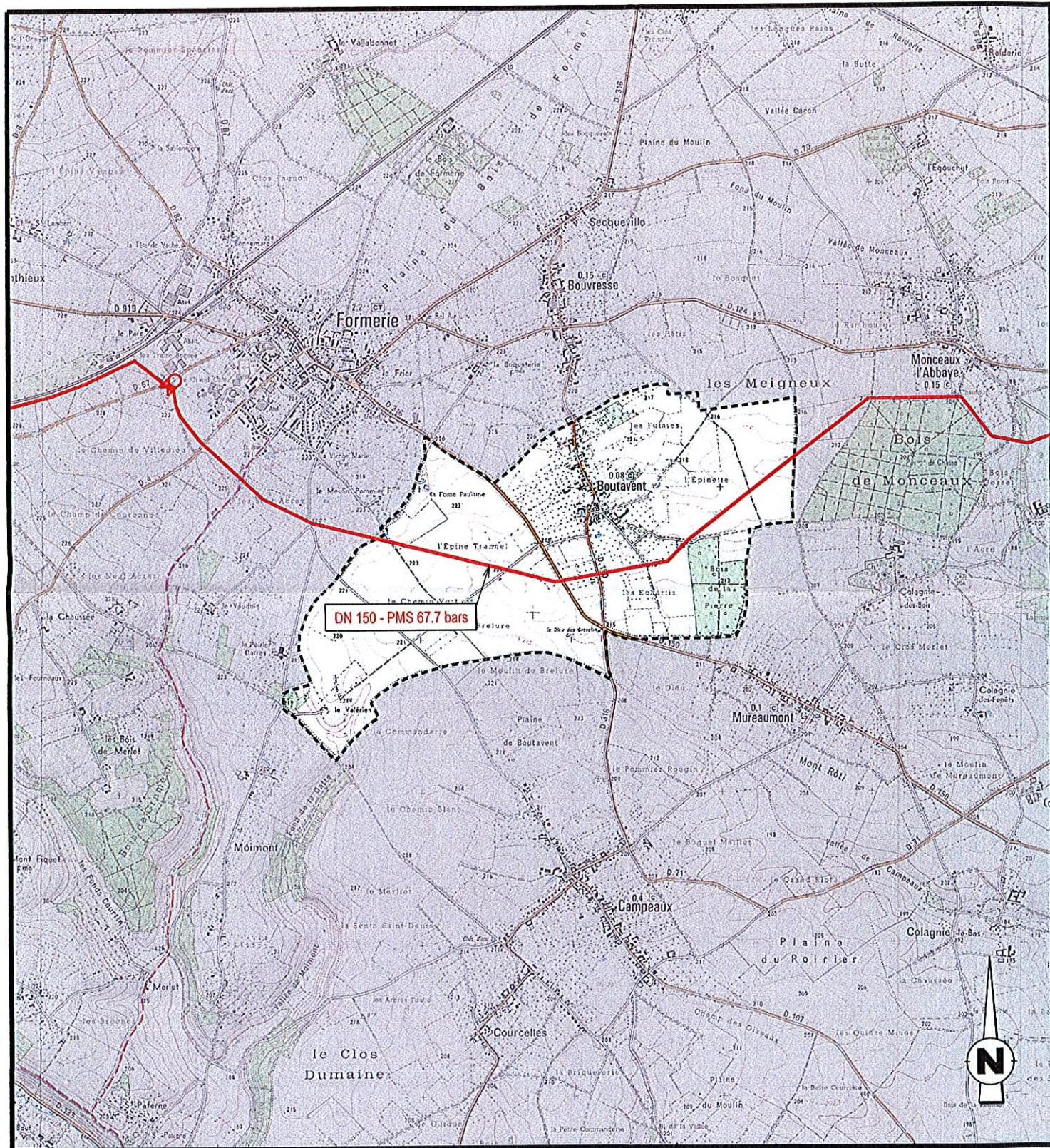
Commune : **BOUTAVENT**

Code  
INSEE : **60096**

Echelle :  
1 / 25000

0 300 500  
m.

Date d'édition  
30/05/2011



Fond de plan - SCAN 25 © IGN



— Canalisations de gaz  
Haute Pression en service

- - - Canalisations de gaz  
Haute Pression projetées

--- Territoire de la commune

✕ Poste de coupure  
ou de sectionnement

○ Poste de livraison client  
ou de Distribution Publique

▷ Poste de prédetente

**GRTgaz**  
RÉGION VAL DE SEINE  
**AGENCE ÎLE-DE-FRANCE NORD**  
2, rue Pierre Timbaud  
92238 GENNEVILLIERS CEDEX

Tél : 01 40 85 20 77

Fax : 01 40 85 27 27



### I.3 GAZ : CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ

#### 1 - LISTE DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES AYANT INSTITUTE DES SERVITUDES A INSCRIRE AU P.L.U.

- ◆ **Loi du 15 juin 1906, article 12**, modifié par la loi du 4 juillet 1935, les décrets-lois du 17 juin et du 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967 et par la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003.  
*(version consolidée au 20/12/2003 suite à l'apparition de l'ordonnance n°2003-1216)*
- ◆ **Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946** sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifié par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation.  
*(version consolidée au 08/12/2006 suite à l'apparition de la loi 2006-1253)*
- ◆ **Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié** relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisation abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964 (Décrets modificatifs : N°95-494 du 25 avril 1995, N°2003-944 du 03/10/2003).  
*(version consolidée au 11 janvier 2006 suite à l'apparition du décret n° 2006-18)*
- ◆ **Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967** relatif aux conventions amiables, et leur conférant les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé.  
*(version consolidé du 06 octobre 1967)*
- ◆ **Arrêté du 11 mai 1970** complété et modifié par les arrêtés du 3 août 1977, 3 mars 1980 et 18 juin 2002 *(règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustibles par canalisation)*.  
*Texte abrogé par l'arrêté ministériel du 4 août 2006 (cf. article 22) publié au JO du 15 septembre 2006. Ce texte, signé le 4 août 2006, est applicable à compter du 15/09/2006 date de sa parution au JO (cf article 22 de l'arrêté) et abroge l'arrêté du 11 mai 1970 modifié trois ans après la publication du nouvel arrêté, soit le 14 septembre 2009 (cf. article 23 de l'arrêté).*
- ◆ **Décret n° 70-492 du 11 juin 1970** (modifié par les décrets n° 85-1109 du 15 octobre 1985 et n° 2003-999 du 14 octobre 2003) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement desdites servitudes.  
*(version consolidée au 22 août 2004 suite à l'apparition du décret n°2004-835))*
- ◆ **Arrêté ministériel du 4 août 2006** portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquide ou liquéfiés et de produits chimiques.
- ◆ Circulaire du ministère charge de l'industrie en date du 24 décembre 2003 relative à l'application du décret n° 2003-944 du 03 octobre 2003 modifiant la réglementation relative au transport de gaz par canalisations.
- ◆ Circulaire du ministère charge de l'industrie en date du 24 décembre 2003 relative à l'application du décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, relatif à la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.
- ◆ Circulaire du ministère charge de l'industrie n°2006-55 du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques).
- ◆ Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (articles L.11-1 et suivants).
- ◆ Code de l'urbanisme (articles L.126-1 et R.126-1, R.126-2 et R.126-3)



**2 - LISTE DES OUVRAGES A INSCRIRE DANS LE DOSSIER DU P.L.U.**

\*Voir détail des servitudes qui y sont liées.

(Arrêté préfectoral de servitudes légales - bande non-aedificandi - limitation du C.O.S.)

**3 - SERVICES CONCERNES**

a) GRTgaz

Région Val de Seine - Agence Ile de France Nord  
2 rue Pierre Timbaud  
92238 GENNEVILLIERS CEDEX

b) Ministère de l'Industrie

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
44 rue Alexandre Dumas  
80094 AMIENS CEDEX 3



# **CODE DE L'URBANISME**

## **Partie Législative**

### **Chapitre VI : Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol**

#### **Article L126-1**

*(Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 art. 55 Journal Officiel du 9 janvier 1983)*

*(Loi n° 95-101 du 2 février 1995 art. 88 Journal Officiel du 3 février 1995)*

*(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 202 III Journal Officiel du 14 décembre 2000)*

Les plans locaux d'urbanisme doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Le représentant de l'Etat est tenu de mettre le maire ou le président de l'établissement public compétent en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées à l'alinéa précédent. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'Etat y procède d'office.

Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du plan, soit, s'il s'agit d'une servitude nouvelle, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude, instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste visée à l'alinéa premier, le délai d'un an court à compter de cette publication.

## **Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat**

### **Chapitre VI : Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol**

#### **Article R126-1**

*(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)*

*(Décret n° 83-813 du 9 septembre 1983 art. 7 Journal Officiel du 11 septembre 1983 date d'entrée en vigueur 1 octobre 1983)*

*(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)*

Doivent figurer en annexe au plan local d'urbanisme les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent chapitre.

Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme fixe la légende des différentes servitudes d'utilité publique figurant sur la liste mentionnée à l'alinéa précédent.

#### **Article R126-2**

*(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)*

*(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)*

Le report en annexe au plan local d'urbanisme des servitudes d'utilité publique mentionnées au présent chapitre est opéré suivant la procédure prévue à l'article R. 123-36 pour la mise à jour dudit plan.



### **Article R126-3**

*(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)  
(Décret n° 83-813 du 9 septembre 1983 art. 7 Journal Officiel du 11 septembre 1983 date d'entrée en  
vigueur 1 octobre 1983)  
(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)*

La direction des services fiscaux reçoit communication, à l'initiative du maire, de l'annexe du plan local d'urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

### **Loi du 15 juin 1906**

#### **Loi sur les distributions d'énergie (version consolidée au 20 décembre 2003)**

#### **Article 12**

Modifié par Loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 art. 25 III (JORF 4 janvier 2003).

La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession ou autorisation de transport de gaz naturel, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics.

Le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel le droit :

1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, lesdits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soient pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiques à l'alinéa 1° ci-dessus ;

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

4° De couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet.



Elle n'entraîne aucune dépossession ; la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus, sont réglées en premier ressort par le juge du tribunal d'instance : s'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert (1).

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux installations de câbles électromagnétiques de guidage devant être utilisés par les navigateurs aériens.

Les actions en indemnité sont prescrites dans un laps de temps de deux ans à compter du jour de la délivrance de l'autorisation de circulation de courant, lorsque le paiement de ces indemnités incombe à une collectivité publique.

Nota - (1) Décret n° 67-885 du 6 octobre 1967, art. 1er : alinéa abrogé en ce qui concerne la compétence du juge du tribunal d'instance pour le règlement des indemnités prévues à cet alinéa.

#### **Article 12 bis**

Créé par Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 5 (JORF 14 décembre 2000 en vigueur le 14 décembre 2001).

Après déclaration d'utilité publique précédée d'une enquête publique, des servitudes d'utilité publique concernant l'utilisation du sol, ainsi que l'exécution de travaux soumis au permis de construire, peuvent être instituées au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts. Ces servitudes sont instituées par arrêté du préfet du département concerné.

Ces servitudes comportent, en tant que de besoin, la limitation ou l'interdiction du droit d'implanter des bâtiments à usage d'habitation et des établissements recevant du public. Elles ne peuvent faire obstacle aux travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant l'institution desdites servitudes, à condition que ces travaux n'entraînent pas d'augmentation significative de la capacité d'accueil d'habitants dans les périmètres où les servitudes ont été instituées.

Lorsque l'institution des servitudes prévues au présent article entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit. Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant de la ligne électrique. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation et est évaluée dans les conditions prévues par l'article L. 13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis du comité technique de l'électricité, fixe la liste des catégories d'ouvrages concernés, les conditions de délimitation des périmètres dans lesquelles les servitudes peuvent être instituées ainsi que les conditions d'établissement de ces servitudes.

## **Loi n°46-628 du 8 avril 1946**

### **Loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (version consolidée au 8 décembre 2006)**

#### **Article 35**

*(Modifié par Ordonnance n°58-997 du 23 octobre 1958 art. 60)*

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage d'arbres, d'aqueduc, de submersion et d'occupation temporaire s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux.

Un décret déterminera les formes de la déclaration d'utilité publique des travaux qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes et n'impliquent aucun recours à l'expropriation. Ce décret fixera également les conditions d'établissement desdites servitudes.

#### **Décret n°67-886 du 6 octobre 1967**

### **Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique**

*(version consolidée au 11 octobre 1967)*

#### **Article 1**

Une convention passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage prévues au troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 susvisée peut remplacer les formalités prévues au quatrième alinéa dudit article.

Cette convention produit, tant à l'égard des propriétaires et de leurs ayants droit que des tiers, les effets de l'approbation du projet de détail des tracés par le préfet, qu'elle intervienne en prévision de la déclaration d'utilité publique des travaux ou après cette déclaration, ou, en l'absence de déclaration d'utilité publique, par application de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925 susvisée.

#### **Article 2**

Les contestations relatives au montant des indemnités dues à raison des servitudes prévues par l'alinéa 3 de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 susvisée sont soumises au juge de l'expropriation.

#### **Article 3**

Les contestations relatives au montant des indemnités dues à raison des servitudes d'aqueduc, de submersion, d'occupation et d'extraction de matériaux prévues au premier alinéa de l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 susvisée sont soumises au juge de l'expropriation.

#### **Article 4**

Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.



**Décret n°70-492 du 11 juin 1970**

**Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes**  
*(version consolidée au 22 août 2004)*

**TITRE III BIS : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET INSTITUTION DES SERVITUDES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 12 BIS DE LA LOI DU 15 JUIN 1906**

**Article 20-1**

*Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).*

Les servitudes mentionnées à l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 peuvent être instituées de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer. Ces servitudes affectent l'utilisation du sol et l'exécution des travaux mentionnés à l'article 20-2 dans un périmètre incluant au maximum les fonds situés à l'intérieur :

- 1° De cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure ;
- 2° D'une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos ;
- 3° De bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au 2°.

Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, le rayon mentionné au 1° ci-dessus est porté à 40 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure et la largeur des bandes mentionnées au 3° ci-dessus est portée à 15 mètres.

Le champ d'application des servitudes peut être adapté dans les limites fixées au précédent alinéa en fonction des caractéristiques des lieux.

**Article 20-2**

*Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).*

Dans le périmètre où sont instituées les servitudes prévues à l'article 20-1 :

1° Sont interdits, à l'exception des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes mentionnés au deuxième alinéa de l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 susvisée, la construction ou l'aménagement :

- de bâtiments à usage d'habitation ou d'aires d'accueil des gens du voyage ;
- d'établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation entrant dans les catégories suivantes : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air ;

2° Peuvent, en outre, être interdits ou soumis à des prescriptions particulières la construction ou l'aménagement de bâtiments abritant :

- des établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation autres que ceux mentionnés au 1° ci-dessus ;
- des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles.

### **Article 20-3**

*Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).*

La procédure d'institution des servitudes mentionnées à l'article 20-1 est conduite sous l'autorité du préfet.

Préalablement à l'organisation de l'enquête publique, le préfet sollicite l'avis de l'exploitant de la ou des lignes électriques, des services de l'Etat intéressés et des maires des communes sur le territoire desquelles est envisagée l'institution des servitudes en leur indiquant qu'un délai de deux mois leur est imparti pour se prononcer. En l'absence de réponse dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

Une enquête publique est organisée dans les conditions fixées par les articles R. 11-4 à R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier soumis à l'enquête publique comporte :

- 1° Une notice présentant la ou les lignes électriques concernées et exposant les raisons de l'institution des servitudes, les éléments retenus pour la délimitation des périmètres envisagés et la nature et l'importance des restrictions au droit de propriété en résultant ;
- 2° Les avis prévus au deuxième alinéa recueillis préalablement à l'organisation de l'enquête publique ;
- 3° Un plan parcellaire délimitant le périmètre établi en application de l'article 20-1.

Les frais de constitution et de diffusion du dossier sont à la charge de l'exploitant de la ou des lignes électriques concernées.

La déclaration d'utilité publique des servitudes mentionnées à l'article 20-1 est prononcée par arrêté du préfet du département. Elle emporte institution des servitudes susmentionnées à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan parcellaire annexé.

La suppression de tout ou partie des servitudes mentionnées à l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 susvisée est prononcée par arrêté préfectoral.

### **Article 21**

*Modifié par Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 art. 3 (JORF 17 octobre 1985)*

Sous réserve des dispositions de l'article 8 de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, les frais d'enquête qui comprennent notamment les indemnités qui peuvent être versées aux commissaires enquêteurs, lesquelles sont fixées comme en matière d'expropriation, et les frais de notification ou d'affichage exposés au cours de l'instruction des demandes de déclaration d'utilité publique et à l'occasion de l'établissement des servitudes sont à la charge du demandeur.





DN	Section	N° Parcelle	Lieudit	Lg	Lg D	Lg G	Ouvrage(s)	Volume	N° Vol	DatePublic
150	ZB	83	LA BRELURE	209	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4073	07/07/2004
150	ZB	70	LE BRELURE	7	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4072	07/07/2004
150	ZB	40	L'EPINE TRANNEL	302	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	6084	06/10/2004
150	A	124	LES ECHARTIS	143	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4874	13/08/2004
150	A	313	LES ECHARTIS	172	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4874	13/08/2004
150	ZC	27	BOIS DE LA PIERRE	318	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4874	13/08/2004
150	ZC	20	L'EPINETTE	140	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	5022	24/08/2004
150	ZB	64	L'EPINE TRANNEL	15	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	5069	25/08/2004
150	ZB	23	LE BRELURE	145	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4876	13/08/2004
150	ZB	35	L'EPINE TRANNEL	161	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4878	13/08/2004
150	ZA	15	CHEMIN VERT	79	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4882	13/08/2004
150	ZB	82	L'EPINE TRANNEL	106	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4879	13/08/2004
150	ZC	14	LES MEIGNEUX	166	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4873	13/08/2004
150	ZC	16	L'EPINETTE	22	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4873	13/08/2004
150	ZC	17	L'EPINETTE	202	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4873	13/08/2004
150	ZC	18	L'EPINETTE	43	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4873	13/08/2004
150	ZC	19	L'EPINETTE	131	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4873	13/08/2004
150	ZB	12	L'EPINE TRANNEL	95	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	4883	13/08/2004
150	ZB	79	L'EPINE TRANNEL	49	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	5211	03/09/2004
150	ZB	80	L'EPINE TRANNEL	62	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	5208	03/09/2004
150	A	135	GRAND HERBAGE	236	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	2806	11/05/2004
150	ZC	10	LES MEIGNEUX	153	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	2806	11/05/2004
150	ZC	9	LES MEIGNEUX	53	4,0	2,0	FORGES LES EAUX / GRANDVILLIERS	2004P	2806	01/05/2004